

## **Mémorandum de la Nouvelle Classe Politique et Sociale (NCPS/Opposition Nationaliste)**

**N°...../NCPS/SMM/PP/LMM/2017**

**Transmis copie pour information à :**

- **Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat ;**

**(Avec l'expression de mes hommages les plus différents)**

- **Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;**

**(Avec l'assurance de ma très haute considération)**

- **Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et Sécurité ;**

**(Avec l'expression de ma haute considération)**

**(Tous) à KINSHASA/GOMBE**

**Monsieur le Président,**

Les relations internationales ont un droit qui les guide et détermine le comportement des Etats.

L'un des principes qui irrigue ce droit est la non-ingérence qui découle de la souveraineté des Etats.

Le débat engagé par votre parlement le jeudi 15 juin 2017 foule au pied ce principe et ne peut être justifié par aucune disposition légale ! C'est en guise de protestation contre ce débat que nous membres de la NCPS/Opposition nationaliste avons organisé aujourd'hui un Sit-in devant vos bureaux ce lundi 19 juin 2017.

En consacrant toute une plénière de votre parlement à la politique intérieure de la République Démocratique du Congo, vous avez fait montre d'un comportement néocolonialiste inacceptable. Seriez-vous à l'aise si un pays étranger organisait un pareil débat sur un pays membre de l'Union Européenne ?

Votre parlement devrait plutôt organiser un débat sincère et honnête sur les conséquences fâcheuses des ingérences de l'occident en Libye, au Mali, en Centrafrique, en Irak... et demander aux dirigeants occidentaux d'arrêter de créer des chaos dans certains pays pour des intérêts économiques.

Alors que le pétrole, le diamant, l'or, le coltan, le bois et autres matières premières constituent la principale raison de l'ingérence intempestive dans la politique intérieure des pays africains, vous avez souvent embelli votre démarche en mettant à l'avant plan le respect des droits de l'homme et la démocratie.

Cette stratégie n'est rendue possible que grâce à quelques compatriotes égarés, prêts à vendre leur pays contre le soutien des puissances étrangères qui leur promettent de les placer au pouvoir en lieu et place de notre peuple. Ces mêmes compatriotes mettent souvent des propos dans la bouche de vos députés qui franchissent le rubicon en engageant les débats publics sur

la République Démocratique du Congo comme si cette dernière était votre province d'Outre-mer !

Aller jusqu'à déclarer publiquement que vous devez trouver le successeur du Président Kabila voudrait dire que la souveraineté du peuple congolais est détenue par l'Union Européenne !

Ces propos aux élans néocolonialistes ne pouvaient en aucun cas laisser les nationalistes congolais indifférents.

Comme nous l'avons souligné plus haut, vos ingérences sont couvertes par le respect des droits de l'homme. Nous reconnaissons que le respect des droits de l'homme et la démocratie sont des valeurs universelles que nous devons tous intérioriser ; leurs violations appellent la condamnation de tous. Seulement, vous vous cachez derrière ces valeurs pour couvrir vos ingérences dans la politique des pays que vous jugez faibles tout en abusant de votre hégémonie actuelle avec la complicité d'une classe politique nationale inconsciente.

Denier à un peuple le droit de disposer intégralement de sa souveraineté est une violation de son droit de disposer de lui-même conformément au droit international. Parce que le respect des textes est une vertu de la démocratie, vous n'êtes pas démocrates quand vous faites fi de ce droit reconnu à tous les peuples du monde.

Si le respect des droits de l'homme était le vrai mobile de votre action, le Parlement Européen aurait engagé un débat vrai et sincère pour dégager les responsabilités de l'anarchie créée en Libye, au Mali, en Centrafrique et en Irak et exiger des poursuites judiciaires contre les auteurs que nous connaissons tous.

C'est curieux que les graves violations des droits de l'homme dans les pays précités, consécutives à vos ingérences, n'intéressent ni les députés européens ni les caméras des médias occidentaux réputés indépendants.

Si votre démarche était réellement pour soutenir la démocratie en Afrique, il y aurait eu dans votre parlement des débats similaires concernant certains pays qui nous entourent où l'alternance n'a pas eu lieu depuis plusieurs décennies. Et même là, à notre avis, votre parlement n'a pas le droit d'engager des débats politiques sur nos pays qui ne sont pas membres de l'Union Européenne sans le mandat de notre peuple. Nous ne reconnaissons pareil droit qu'à l'organisation des Nations Unies dont nous sommes tous membres.

Il est tout à fait clair que l'Union Européenne fait montre d'un acharnement honteux quand il s'agit de la République Démocratique du Congo. Il parle de notre chef de l'Etat sans aucune considération due à son rang ! Nous protestons contre cette attitude et nous vous demandons d'y mettre fin.

Notre appartenance à l'opposition ne peut en aucun cas nous laisser indifférent quand les puissances étrangères s'attaquent sans ménagement aux institutions de notre pays, en commençant par la première d'entre elles. Les linges sales devant se laver en famille, c'est à l'opposition congolaise de combattre démocratiquement le pouvoir en place et non les euro députés.

La Nouvelle Classe politique et sociale/Opposition Nationaliste, fer de lance du combat patriotique en République Démocratique du Congo ne cessera jamais d'agir et de condamner tout comportement impérialiste, d'où qu'il vienne.

Nous sommes conscients que nous devons respecter notre Constitution et aller vite à des élections démocratiques comme convenu par la classe politique congolaise. Ce n'est pas aux députés européens de nous dicter une date buttoir.

Imaginez qu'il soit engagé un débat au parlement congolais sur les mandats illimités de la Chancelière allemande ! Aucun allemand ne nous applaudirait, quelle que soit son obéissance politique. Parce que nous ne pouvons pas le faire, nous vous dénions aussi le droit de continuer à engager des débats sur la politique interne de la République Démocratique du Congo. Vos députés détenant le mandat des citoyens européens ne doivent agir que dans le cadre de ce

mandat. Ils doivent avoir à l'esprit que la République Démocratique du Congo est un pays indépendant depuis le 30 juin 1960.

Tenant compte des liens historiques qui unissent l'Afrique et l'Europe, nous sommes d'avis que notre pays a intérêt à développer des relations privilégiées avec l'Europe dans le strict respect de la souveraineté de chaque pays. Nous disons oui à la coopération et non à la domination.

Veillez, agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de nos sentiments patriotiques.

Fait à Kinshasa, le 19 juin 2017

**Porte-parole de la NCPS**

**Aaron MUKULA BADU**

**Secrétaire Général du Parti Travailleiste**